

**Point 03** : Budget primitif 2016 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programme et crédits de paiement et dispositions financières budgétaires et fiscales diverses – Stratégie de dette pour 2016 et instruments de couverture des risques de taux – Approbation du dispositif d'octroi de la garantie à certains créanciers de l'Agence France Locale

**Intervention: Mireille PERNOT (Rezé)**

Madame la présidente, chers collègues,

Ce budget et plus particulièrement ses arbitrages, je le rappelais lors du débat d'orientation en octobre, nous le votons dans un contexte de crise, sociale, économique, politique, de particulièrement long et virulent.

La population de notre pays est en souffrance et pas seulement ses couches les plus paupérisées. Beaucoup de nos citoyens se demandent à quelle sauce la crise va les dévorer, eux et leurs enfants.

Il y a de la crainte, de la frustration, du désespoir, et surtout, beaucoup d'espoir trompé, bafoué, déçu et tout cela dans un contexte international (et y compris sur notre territoire), anxiogène où la guerre est brandie comme seul horizon. Je crois que tout ceci a beaucoup à voir avec les abstentions et les votes de ces 2 derniers dimanche.

Face à des politiques nationales et européennes imposant l'austérité aux populations, les collectivités locales servent aujourd'hui d'amortisseur social, dans la mesure de leurs possibilités.

Aujourd'hui, Etat d'urgence oblige, le Pacte de sécurité a supplanté le Pacte de stabilité. Il serait à présent urgent selon nous de mettre en œuvre le pacte social si nous voulons stopper le délitement social, économique et politique qui déchire notre pays et accable la population. Il s'agit d'être à la hauteur des valeurs de justice sociale et d'égalité qui ont fait la fierté de notre pays et ses valeurs.

Nous ne cesserons de dénoncer d'où qu'elles viennent, les politiques de rigueur budgétaire qui frappent de plein fouet nos collectivités et mettent à mal nos politiques publiques. C'est d'autant plus injuste que ces politiques de développement économique pour l'emploi,

d'aménagement du territoire, d'habitat, de déplacement, sont primordiales pour assurer les solidarités dont nos concitoyens ont tant besoin.

C'est donc dans ce contexte de disette budgétaire organisée par l'Etat que nous faisons des choix courageux et tournés vers l'avenir.

Avec 1,7 Milliard d'euro d'investissement, d'ici 2020 (et plus de 2 MM€ en ajoutant les budgets annexes) ! Ces investissements garantissent non seulement le dynamisme de notre territoire, mais viennent confirmer les choix communs de notre majorité pour une métropole solidaire, car ils répondent aux besoins du tissu économique, social et populaire. C'est le cas lorsqu'il s'agit de soutenir la recherche universitaire, la création, c'est encore le cas lorsqu'on prévoit de financer la construction de 2000 logements sociaux par an (et la réhabilitation de 450), d'améliorer notre réseau de transports en commun, d'avancer concrètement sur la transition énergétique, et comme l'évoquait Aymeric Seassau, de réaliser nos engagements envers la Loire. C'est aussi le cas, lorsqu'on décide d'améliorer la gare de Nantes ou de soutenir le transfert de l'aéroport, de créer un pôle santé ou un pôle agroalimentaire... Par contre, je préciserai à ma collègue Maël Coppey que les dragages liés à l'activité du Grand Port Maritime sont effectués et assumés financièrement par lui-même.

Ces choix sont attendus par la population, ils sont le reflet de l'ambition de notre majorité. Nous ne baissons pas les bras, bien au contraire, nous relevons les manches pour affronter les défis et répondre aux attentes de demain.

Cette volonté nous conduit loin des choix d'austérités catastrophiques faits par d'autres collectivités. Nous ne faisons pas le choix comme au Grand Lyon de réduire les investissements sur l'ensemble du mandat. Nous ne discutons pas comme à la Métropole de Strasbourg du non-remplacement éventuel de 500 agents d'ici 2017 et 1 000 à l'horizon 2020, en transférant des missions supplémentaires aux entreprises privées.

En toute logique, cette volonté, ces ambitions, il nous faut les financer. Cela été dit nous perdons 32 M€ de dotation en 2016, auquel il faut ajouter un ralentissement du dynamisme fiscal. Puisque je parlais à l'instant du personnel, autant être clair, pour les élus communistes, ce n'est pas au personnel de payer les efforts d'économie, ni aux citoyens de faire les frais d'une baisse de qualité des services publics. Oui, ici, nous ne faisons pas le choix de Strasbourg, mais nous tenons à souligner qu'1% d'augmentation de notre masse salariale ne permet pas de rester à effectif constant !

Pour assurer le dynamisme métropolitain, nous allons, comme les communistes le proposent de longue date, actionner le levier de l'emprunt passant ainsi d'une capacité de désendettement de 4 à 7 années en fin de mandat qui demeure un ratio fort honorable.

Nous allons aussi actionner le levier de la fiscalité. J'entends la droite fustiger les hausses des taxes foncières et d'habitation, et je lui demande, en serions nous là si l'ex Président de la République, reconverti aujourd'hui en « monarque stalinien », n'avait pas tué le dynamisme de la taxe professionnelle ? En serions-nous là, s'il n'avait pas lancé la mode, trop facilement reprise par son successeur, des baisses de dotations qui visent à mettre à genoux la puissance publique locale ? Enfin, en serions-nous là, si le mécanisme fiscal qui lie la Taxe d'Habitation à la Cotisation Foncière des Entreprises n'était pas autant vecteur d'injustices fiscales.

Oui, la hausse des taxes d'habitation et foncière est rude, notamment pour les propriétaires modestes. Et à n'en pas douter, les propriétaires bailleurs répercuteront à la première occasion la hausse de la Taxe Foncière sur les loyers. Saluons cependant la baisse de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères qui vient amoindrir ces hausses et faisons savoir par tout moyen aux locataires que leur propriétaire doit leur répercuter cette baisse !

Cher(e)s collègues, faire de la politique c'est faire des choix. Nous sommes fiers que dans notre métropole, nous fassions le choix de l'avenir, le choix du dynamisme, celui sinon d'endiguer, pour le moins, et ce n'est pas une petite chose dans le contexte, d'amoindrir le poids de l'austérité sur les services publics. Je viens aussi de faire une remarque sur le personnel, nous souhaitons fermement qu'elle soit entendue.

Si nous avons encore aujourd'hui quelques marges de manœuvre qu'en sera-t-il demain, dans un nouveau contexte politique ? Ne faut-il pas, dès aujourd'hui réfléchir à de nouveaux leviers ? Nous souhaitons donc, que soit mis à l'étude rapidement, comme cela se fait déjà à Lille, Paris ou encore à Alençon, la taxation des friches commerciales, telles les bureaux vides. Cette taxe pourrait de surcroit inciter à une reconversion de certains bureaux en logement et éviter la spéculation foncière.

Bien entendu, chers collègues, nous voterons ce budget, ambitieux en terme d'investissement et ne nous résignons pas, par la même, à un délitement de nos services publics.

Je vous remercie de votre attention.